

APJB
REPUBLIQUE DU BENIN
FRATERNITE - JUSTICE - TRAVAIL

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LOI N°2014- 25 DU 23 DECEMBRE 2014
portant loi de finances pour la gestion 2015.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du 16 décembre 2014 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

TITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

I - IMPÔTS ET REVENUS AUTORISES

A - DISPOSITIONS ANTERIEURES

Article 1^{er} : Sous réserve des dispositions de la présente loi, continueront d'être opérées, pendant l'année 2015, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

1- la perception des impôts, taxes, rémunérations des services rendus par l'Etat, produits et revenus affectés à l'Etat ;

2- la perception des impôts, taxes, produits et revenus affectés aux collectivités locales, aux établissements publics et organismes divers dûment habilités.

En ce qui concerne les impôts sur le revenu, sauf précision contraire contenue dans le texte des mesures fiscales énoncées, les dispositions de la présente loi s'appliquent aux revenus de l'exercice clos au 31 décembre 2014.

Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les lois et décrets en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, ne sont pas autorisées, sous peine de poursuite, contre les fonctionnaires et agents qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en assureraient le recouvrement, comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois (03) années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Sont également punissables des peines prévues à l'encontre des concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation de la loi, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôt ou taxe publique ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits des établissements de l'Etat.

Ces dispositions sont applicables aux personnels d'autorité des entreprises nationales qui auront effectué gratuitement sans autorisation légale ou réglementaire, la délivrance des produits ou services de ces entreprises.

B- MESURES RECONDUITES

Article 2 : Nonobstant les dispositions des articles 2 et 3 du Code des Douanes et de l'article 224 nouveau du Code Général des Impôts, le matériel informatique y compris les logiciels, les imprimantes, les parties et pièces détachées, même présentés isolément, est exonéré de tous droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'exception du prélèvement communautaire de solidarité (PCS), du prélèvement communautaire (PC) et de la taxe de statistique (T. STAT) durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015.

Article 3 : Sont toutefois exclus du champ d'application de l'article précédent, les consommables informatiques qui demeurent soumis aux droits et taxes en vigueur.

Il en est de même de l'onduleur qui est un matériel électrique.

Article 4 : Nonobstant les dispositions des articles 2 et 3 du Code des Douanes et de l'article 224 nouveau du Code Général des Impôts, les autobus, les autocars et minibus de toutes catégories, importés, fabriqués ou vendus à l'état neuf en République du Bénin et destinés au transport en commun sont exonérés de tous droits et taxes de douane et de la TVA durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015.

Toutefois, ils restent assujettis aux droits et taxes en vigueur suivants :

- prélèvement communautaire de solidarité (PCS) ;
- prélèvement communautaire (PC) ;
- taxe de statistique (T. STAT).

Article 5 : Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, les équipements et matériaux neufs importés ainsi que les matériaux locaux destinés à la construction des stations service, des stations trottoir, des cuves à pétrole et à gasoil sont en régime d'exonération des droits et taxes d'entrée et de la TVA.

De même et pour la même période, les équipements neufs importés pour la rénovation des stations service, des stations trottoir et des cuves à pétrole et à gasoil sont en régime d'exonération des droits et taxes d'entrée et de la TVA.

Cette exonération s'étend à la taxe de statistique instituée par la loi n° 2002-25 du 31 décembre 2002 portant loi de finances pour la gestion 2003.

Toutefois, ils restent assujettis aux droits et taxes en vigueur suivants :

- redevance statistique (RS) ;
- prélèvement communautaire de solidarité (PCS) ;
- prélèvement communautaire (PC).

Article 6 : Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, les camions citernes importés neufs et destinés à la distribution des produits pétroliers sont en régime d'exonération des droits et taxes d'entrée et de la TVA.

Cette exonération s'étend à la taxe de statistique instituée par la loi n° 2002-25 du 31 décembre 2002 portant loi de finances pour la gestion 2003.

Toutefois, ils restent assujettis aux droits et taxes en vigueur suivants :

- redevance statistique (RS) ;
- prélèvement communautaire de solidarité (PCS) ;
- prélèvement communautaire (PC).

Article 7 : Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 et nonobstant les dispositions de l'article 14 de la présente loi de finances, le taux de la taxe de statistique (T.STAT) sur les produits pétroliers en régime de réexportation est de 1% de la valeur en douane des produits.

C- NOUVELLES MESURES

Article 8 : Pour compter du 1^{er} janvier 2015, les produits relatifs aux services intermédiaires de tous les ministères et institutions de l'Etat sont budgétisés.

Lesdits produits sont recouvrés par des supports sécurisés ou des quittances du Trésor Public.

Le ministre en charge des finances fixe par arrêté les modalités pratiques de perception et de répartition de ces produits.

Article 9 : A partir du 1^{er} janvier 2015, il est mis en vigueur en République du Bénin, le tarif extérieur commun (TEC) de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et ce, conformément à la Décision A/DEC.17/01/06 du 12 janvier 2006 portant adoption du tarif extérieur commun de la CEDEAO, modifiée par l'acte additionnel A/SA1/06/09 du 22 juin 2009.

Article 10 : Le tarif extérieur commun (TEC) est composé :

a) de la nomenclature tarifaire et statistique (NTS) de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest basée sur le Système Harmonisé de Désignation et de Codification des marchandises de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) ;

b) du tableau des droits et taxes comportant le droit de douane (DD), le prélèvement communautaire de solidarité (PCS), le prélèvement communautaire (PC), la redevance statistique (RS) et, le cas échéant, la taxe d'ajustement à l'importation (TAI) et la taxe complémentaire de protection (TCP).

Article 11 : Les produits figurant dans la nomenclature tarifaire et statistique sont répartis en cinq (05) catégories désignées comme suit :

- catégorie 0 : Biens sociaux essentiels ;
- catégorie 1 : Biens de première nécessité, matières premières de base, biens d'équipement, intrants spécifiques ;
- catégorie 2 : Intrants et produits intermédiaires ;
- catégorie 3 : Biens de consommation finale ;
- catégorie 4 : Biens spécifiques pour le développement économique.

Article 12 : Les taux des droits et taxes se présentent comme suit :

a) droit de douane (DD) : les taux de droit de douane sont ceux de la catégorisation telle que définie à l'article 6 de l'acte additionnel A/SA1/06/09 du 22 juin 2009. Il s'agit de :

- 0% pour la catégorie 0 ;
- 5% pour la catégorie 1 ;
- 10% pour la catégorie 2 ;
- 20% pour la catégorie 3 ;
- 35% pour la catégorie 4.

b) redevance statistique (RS) : 1%

c) prélèvement communautaire de solidarité (PCS) : 1%

d) prélèvement communautaire (PC) : 0,5%

e) et le cas échéant :

- taxe d'ajustement à l'importation (TAI) ;
- taxe complémentaire de protection (TCP).

L'assiette, les taux et la durée de la TAI et de la TCP ainsi que les critères d'assujettissement des marchandises auxdites taxes sont déterminés par voie de règlement de la CEDEAO.

Article 13 : La taxation pour l'application du tarif extérieur commun est ad valorem.

Article 14 : L'article 7 de la loi n° 2002-25 du 31 décembre 2002 portant loi de finances pour la gestion 2003 est repris et modifié comme suit :

Il est institué la taxe de statistique en remplacement de la redevance statistique actuellement perçue sur les régimes suspensifs.

Son taux est de 5% de la valeur en douane des marchandises.

Elle est perçue sur les régimes de réexportation en l'état des marchandises importées en République du Bénin, de transit à destination des pays non enclavés, d'admission temporaire simple ou exceptionnelle et en cas d'exonération des droits et taxes d'entrée.

Elle n'est pas perçue dans le cadre de l'application des privilèges diplomatiques et consulaires en matière de douane et lors des opérations de mise à la consommation en régime de droit commun ainsi que dans le cadre des opérations de transit des produits fabriqués dans l'un des pays membres de la CEDEAO et des produits du cru de la zone CEDEAO.

Article 15 : Nonobstant les dispositions des articles 2 et 3 du Code des Douanes et de l'article 224 nouveau du Code Général des Impôts, les groupes électrogènes importés, fabriqués ou vendus à l'état neuf en République du Bénin sont exonérés du droit de douane et de la TVA durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015.

Toutefois, ils restent assujettis aux droits et taxes en vigueur suivants :

- prélèvement communautaire de solidarité (PCS) ;
- prélèvement communautaire (PC) ;
- taxe de statistique (T.STAT).

Article 16 : L'article 8 de la loi n° 2010-46 du 31 décembre 2010 portant loi de finances pour la gestion 2011 est repris et modifié comme suit :

Pour compter du 1^{er} janvier 2015, le montant de redevance informatique (RI) est fixé à dix mille (10 000) francs CFA pour tous les régimes douaniers.

Nonobstant les dispositions du paragraphe ci-dessus, le montant de la redevance informatique (RI) est fixé à cinq mille (5 000) francs CFA pour les déclarations des engins à deux (02) ou trois (03) roues.

Les modalités d'application de la présente disposition sont fixées par arrêté du ministre en charge des finances.

Article 17 : Les dispositions de l'article 11 de la loi n° 2005-42 du 05 janvier 2006 portant loi de finances pour la gestion 2006, modifiant les dispositions de l'article 13 de la loi n° 2004-28 du 31 décembre 2004 portant loi de finances pour la gestion 2005 sont modifiées et reprises comme suit :

Tableau des fourchettes des indemnités mensuelles de fonction
des Maires et de leurs Adjoints
(en francs CFA)

MONTANT DES REALISATIONS DE RECETTES BUDGETAIRES CONSTATEES AU DERNIER COMPTE ADMINISTRATIF DISPONIBLE	INDEMNITE DU MAIRE	INDEMNITE DES ADJOINTS AU MAIRE	INDEMNITES DES CHEFS D'ARRONDISSEMENT
10 000 000 à 40 000 000	Plancher 70 000	Plancher 56 000	Plancher 42 000
	Plafond 80 000	Plafond 64 000	Plafond 48 000
40 000 001 à 60 000 000	Plancher 100 000	Plancher 80 000	Plancher 60 000
	Plafond 120 000	Plafond 96 000	Plafond 72 000
60 000 001 à 90 000 000	Plancher 120 000	Plancher 96 000	Plancher 72 000
	Plafond 135 000	Plafond 108 000	Plafond 81 000
90 000 001 à 120 000 000	Plancher 135 000	Plancher 108 000	Plancher 81 000
	Plafond 150 000	Plafond 120 000	Plafond 90 000
120 000 001 à 150 000 000	Plancher 150 000	Plancher 120 000	Plancher 90 000
	Plafond 180 000	Plafond 144 000	1 Plafond 08 000
150 000 001 à 180 000 000	Plancher 180 000	Plancher 144 000	Plancher 108 000
	Plafond 200 000	Plafond 160 000	Plafond 120 000
180 000 001 à 250 000 000	Plancher 200 000	Plancher 160 000	Plancher 120 000
	Plafond 225 000	Plafond 180 000	Plafond 135 000
250 000 001 à 300 000 000	Plancher 225 000	Plancher 180 000	Plancher 135 000
	Plafond 270 000	Plafond 216 000	Plafond 162 000
300 000 001 à 400 000 000	Plancher 270 000	Plancher 216 000	Plancher 162 000
	Plafond 320 000	Plafond 256 000	Plafond 192 000
400 000 001 à 600 000 000	Plancher 320 000	Plancher 256 000	Plancher 192 000
	Plafond 360 000	Plafond 288 000	Plafond 216 000
600 000 001 à 800 000 000	Plancher 360 000	Plancher 288 000	Plancher 216 000
	Plafond 400 000	Plafond 320 000	Plafond 240 000
800 000 001 à 1 000 000 000	Plancher 430 000	Plancher 344 000	Plancher 258 000
	Plafond 450 000	Plafond 360 000	Plafond 270 000
1 000 000 0001 et plus	Plancher 500 000	Plancher 400 000	Plancher 300 000
	Plafond 550 000	Plafond 440 000	Plafond 330 000

Article 54 : Les crédits de personnel ouverts aux chapitres énumérés en annexe à la présente loi sont exceptionnellement provisionnels pour la période de transition.

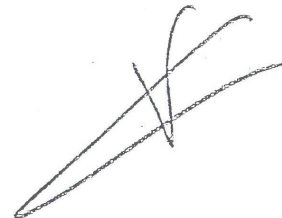
II- DISPOSITIONS FINALES

Article 55 : Sont et demeurent abrogées, toutes dispositions antérieures contraires à celles de la présente loi.

Article 56 : La présente loi qui entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2015 sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Cotonou, le 23 décembre 2014

Par le Président de la République
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,



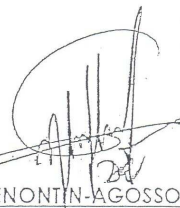
Dr Boni YAYI.-

Ministre du Développement, de l'Analyse
Economique et de la Prospective,

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
de la Législation et des Droits de l'Homme,

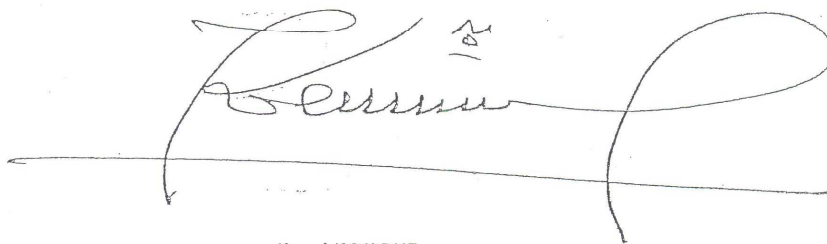


Marcel Alain de SOUZA.-



Valentin DJENONTIN-AGOSSOU.-

Le Ministre de l'Economie, des Finances
et des Programmes de Dénationalisation,



Komi KOUCHE.-

AMPLIATIONS : PR 10 AN 6 CS 2 CC 2 CES 2 HAAC 2 HCJ 2 MDAEP 2 GSMJLDH 2 MEFPD 2SGG 4
MINISTERES 24 JORB 1.

mtk